

Le très hon. MACKENZIE KING: Lorsque nous recevrons des communications à ce sujet et que j'en connaîtrai la nature, je serai heureux de faire connaître à l'honorable député la nature de la réponse.

LE RATIONNEMENT

PRIX PLUS ÉLEVÉS EXIGÉS PAR LES RESTAURATEURS POUR LE THÉ, LE CAFÉ OU LE LAIT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. ROBERT FAIR (Battle River): Vu que la récente augmentation du prix du thé, du café ou du lait, servis seuls ou avec les repas, est autorisée par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre et représentera, pour ceux qui sont obligés de manger dans les restaurants, une augmentation du coût de la vie d'environ \$55 par année, augmentation que rien ne semble justifier, le Gouvernement a-t-il pensé à faire annuler cette ordonnance de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

L'hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): J'aimerais connaître avec un peu plus d'exactitude les faits que l'honorable député mentionne dans sa question avant de donner une réponse. Ainsi, cette somme de \$55 par année est-elle fondée sur trois repas par jour dans un restaurant et chaque jour de l'année?

M. FAIR: Oui.

L'hon. M. HANSON: Avec un repas de \$1.50 dans un wagon-restaurant il nous faut payer 5c. de plus pour une tasse de café. C'est ridicule.

L'hon. M. ILSLEY: Je ne voudrais pas affirmer ici que la question sera étudiée de nouveau. Les raisons qui la motivent ont déjà été pesées et elles ont été communiquées à la Chambre l'autre jour.

M. FAIR: Je ferai observer qu'une partie de...

Des VOIX: A l'ordre.

M. FAIR: Je dirai dans ce cas, monsieur l'Orateur, que certaines personnes à salaires modiques seront obligées de boire de l'eau avec leurs repas. Ce ne sera certainement pas le nouvel ordre de choses qu'on nous promet.

Des VOIX: A l'ordre.

(Texte)

LES USINES ANGUS

CONGÉDIEMENT D'OUVRIERS ÉVITÉ GRÂCE AU MINISTRE DU TRAVAIL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. GASPARD FAUTEUX (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier l'honorable ministre du Travail (M. Mitchell) de

ses démarches auprès des propriétaires des usines Angus, à la suite des représentations des députés de Montréal, pour empêcher 2,000 ouvriers de ces usines d'être renvoyés et de devenir des chômeurs.

(Traduction)

LE BUDGET

SUITE DU DÉBAT SUR L'EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion interrompue le 8 mars sur la motion de l'honorable J. L. Ilsley (ministre des Finances) invitant l'Orateur à quitter le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

M. J. H. HARRIS (Danforth): Monsieur l'Orateur, avant d'aborder la question des voies et moyens de lever les recettes prévues par l'exposé budgétaire, et avant de passer en revue les prévisions de l'année qui vient, j'aimerais à dire quelques mots de la dette nationale.

Le ministre nous a donné, au sujet de nos dépenses projetées, des chiffres effarants qui nécessiteront au cours de l'année des impôts extraordinairement élevés ainsi que de forts emprunts. Même si notre comptabilité indique que plus de la moitié des dépenses seront acquittées à même les recettes, il n'en reste pas moins qu'il nous sera impossible de payer ces frais au fur et à mesure. Nous avons, l'an dernier, fait l'acquisition de certaines valeurs, de certains titres d'Etat détenus à Londres et de certains soldes en sterling, que nos comptables canadiens ont considérés comme un prêt de 700 millions de dollars. Nous pourrions donner à ces valeurs le nom de placements, mais dans ce cas, ce sont des placements immobilisés n'ayant aucune vertu liquide. Nous nous sommes dépouillés de ces soldes en sterling et, l'an prochain ou après la guerre, ils ne seront plus là pour acquitter nos exportations en Grande-Bretagne. Le programme budgétaire de cette année ne fournit aucune donnée concrète sur la manière dont nous pourrions aider l'Angleterre à payer nos futures exportations. Le problème consiste donc à déterminer comment nous pouvons augmenter le revenu et les épargnes du public afin de lui permettre de prêter davantage au Gouvernement et de remplacer d'une part les soldes en monnaie sterling dont nous sommes dépouillés et, d'autre part, les \$983 millions que le Gouvernement a été contraint d'emprunter des banques. Si la Providence se montre bienveillante envers l'agriculture et si les Canadiens s'appliquent résolument à la tâche, nous parviendrons à accroître notre capacité de gain. Nous aurons à faire face à une pénurie de matières premières,